

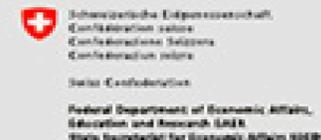
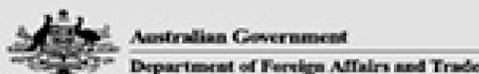
GESTION BUDGETAIRE DES SECTEURS MINIER ET PETROLIER EN AFRIQUE DE L'OUEST

Du 27 Fevrier au 1 Mars, 2018
Hotel Kempinski | Accra, Ghana



Administration des Recettes Tirees des Industries Extractives Problemes Communs

Scott Shelton/Robert Veltri
Department des Finances Publiques



Synopsis de la présentation

Administration des industries extractives

Évaluation des risques

- Connaître et comprendre l'assiette de l'impôt

Gestion de la conformité

- Stratégies d'atténuation multiples

Information et coordination

- Participation de multiples services et organismes publics
- Compilation de la documentation nationale et internationale

Compétences spécifiques voulues

- Les caractéristiques du industries extractives et des régimes fiscaux exigent des compétences particulières.

Transparence

- Initiative pour la transparence des industries extractives (ITIE)

Catégories des risques de conformité

Les risques découlent des éléments suivants :

- Caractéristiques des industries extractives
- Nature des régimes fiscaux
- Structure de la réglementation fiscale

Nature du secteur

- Multinationale par nature
- Intensité du capital et risque élevé
- Volatilité des prix et instabilité des changes
- Non renouvelabilité
- Longues périodes de développement et d'exploitation
- Niveaux importants des exportations et importations
- Piètre gouvernance
- Contrôle et propriété de l'État

Nature des industries extractives

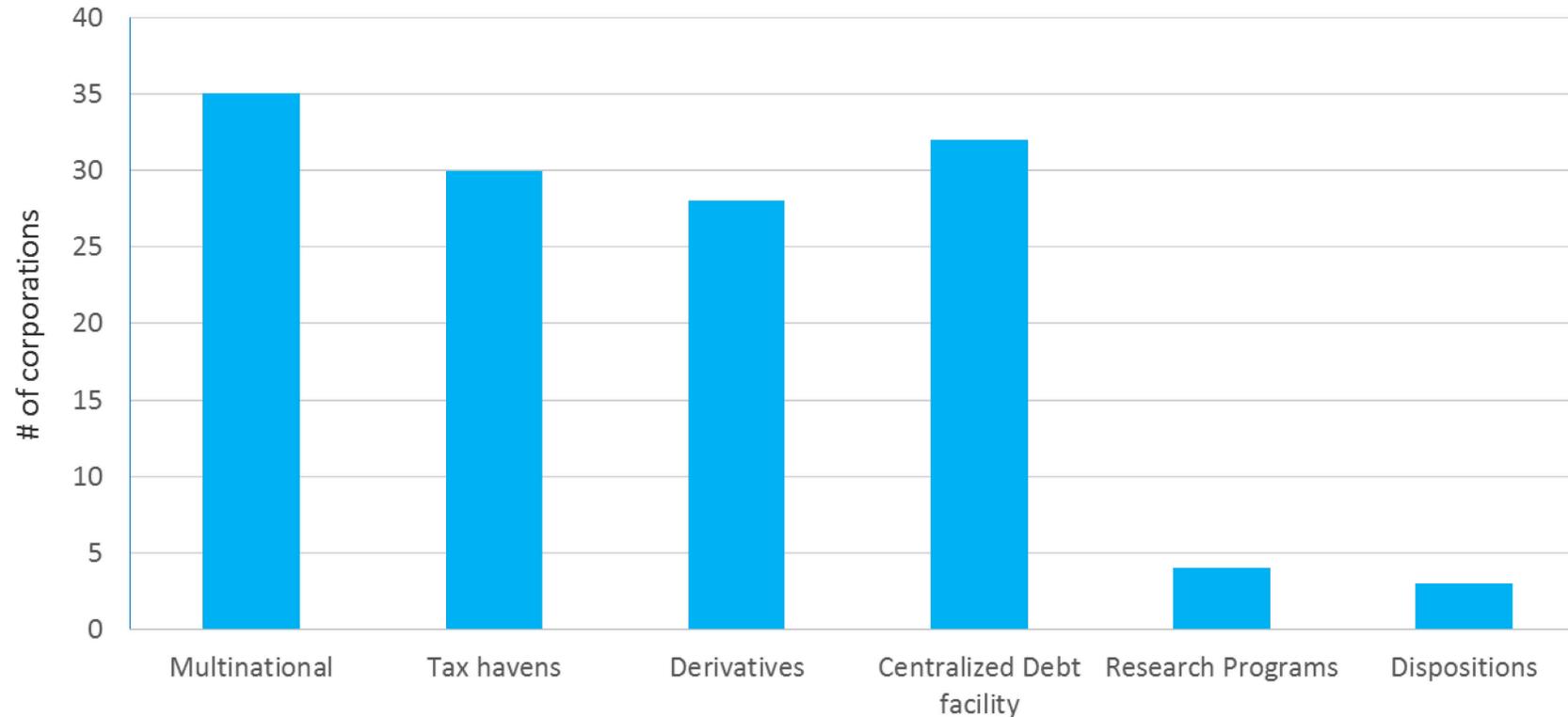
- Extraction artisanale

Dans certains pays, l'extraction artisanale est constituée en grande partie d'entreprises et d'individus munis ou non de licences. Ils opèrent normalement en dehors de toute réglementation des pays et sont peu familiarisés avec le cadre réglementaire. Ces activités représentent une part importante de l'économie qui échappe au contrôle de l'administration fiscale.

Evaluation des risques

Nature du secteur des industries extractives subsahariennes

Attributes of Extractive Sector Corporations
(35 corporations analyzed)



Résumé des risques découlant des caractéristiques du secteur

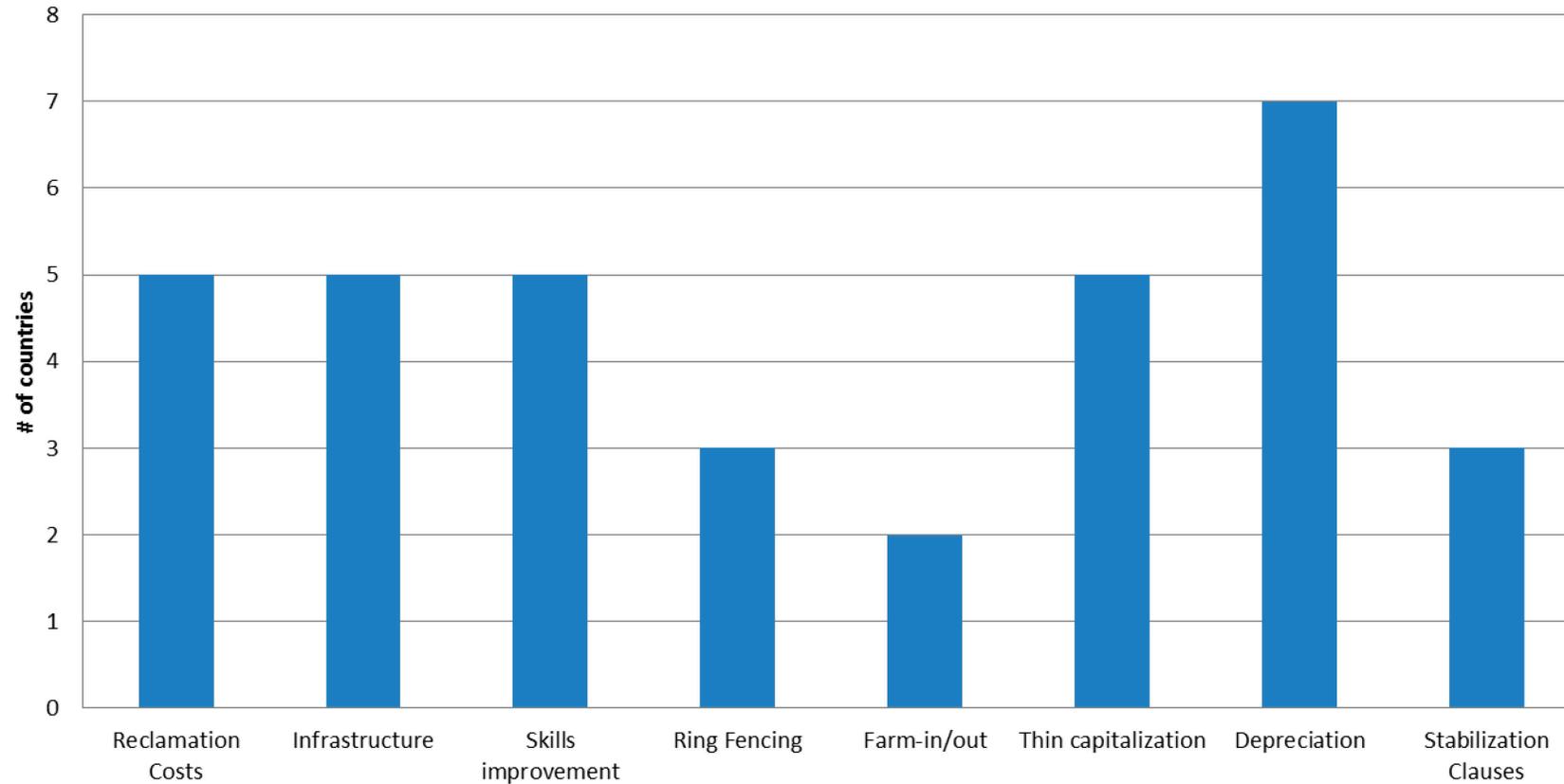
- Techniques de planification internationale
 - Etablissement de prix de transfert
 - Attributions des charges
 - Imputation des coûts de savoir-faire et de recherche-développement
 - Couverture, instruments financiers
 - Dispositions prévoyant le transfert indirect de licences
 - Évaluation des ressources minérales et autres
 - Imputation des frais de financement
 - Niveau national
 - Chalandage fiscal
 - Structures des sociétés
- Accords de partage des risques (Transferts de licences)
- Coûts précédant la production
- Réalisation anticipée de recettes
- Economie souterraine

Nature du régime réglementaire

- Combinaison de conditions concessionnelles et de contrats
- Impôt sur les sociétés, taxe sur la valeur ajoutée, redevances (incitations, règles spéciales)
- Accords de partage de la production (Clauses de stabilisation, incitations, différentes règles)
- Autres impôts sur les bénéfices
- Plus-values
- Prélèvements
- Titres de participation

Evaluation des risques Législation non standard Afrique subsaharienne

Survey of Seven countries



Problèmes posés par les dispositions spéciales du régime réglementaire

- Estimations à partir des ventes de ressources naturelles
- Etablissement de prix de transfert
- Charges financières
- Couverture
- Cantonnement (Ring Fencing)
- Règles de dépenses en capital
- Infrastructure sociale, formation, coûts de mise en valeur
- Transferts des droits de licences

Problèmes posés par les dispositions spéciales du régime réglementaire

- Impôts retenus à la source et accords visant à éviter la double imposition
- Exemption de la TVA et des droits de douanes pour les importations liées aux opérations des non-résidents
- Gestion des dérogations à la législation standard qui exige une spécialisation
 - Impôts spéciaux
 - Régimes contractuels
 - Dispositions fiscales liées aux non-résidents
 - Tarification basée sur des critères de référence, cantonnement, limites de recouvrement des coûts, déductions et réserves pour abandon de gisement, incitations à l'investissement
- Clauses de stabilité

Résumé des risques

Structure réglementaire

- Fragmentation (Services fiscaux, Ministère des mines/du pétrole, Société pétrolière nationale)
 - coopération et échange de données entre organismes
- Conflit d'intérêts entre les titres de participation détenus par le Ministère des mines/du pétrole ou la société pétrolière nationale et leurs fonctions de réglementation fiscale
- Faiblesse de la gestion et de la transparence des organismes publics

Théorie de la gestion de la conformité axée sur le risque

On peut optimiser la conformité lorsque :

- le contribuable reçoit une éducation et une aide en la matière;
- des lois et procédures simples rendent plus facile et moins chère la conformité des contribuables (lesquels n'observeront pas volontairement des règles fiscales dont le respect est difficile ou onéreux);
- la vérification axée sur le risque décourage la non-conformité (les contribuables sont plus susceptibles d'être en conformité s'ils perçoivent un risque élevé de détection des fraudes et voient que des peines sont infligées aux contrevenants flagrants).

Stratégies de conformité

Aide au contribuable

- Services et informations fournies au contribuable
 - Principaux gestionnaires clients
 - Forums de l'industrie
- Règles, notes d'informations fiscales et alertes fiscales

Stratégies de conformité

Activités de conformité dirigées

- Identification et analyse des risques majeurs
- Stratégies coordonnées de conformité axées sur les risques
- Programmes d'audits adaptés aux différents segments, dotés d'une Application prévoyant de multiples types d'audit

Stratégies de conformité Industries extractives artisanales (économie informelle)

- Stratégie des industries extractives artisanales
 - Communication et information
 - Assistance
 - Facilitation d'accès au marché (inclusion et identification)
 - Régimes fiscaux simplifiés

Autres stratégies d'atténuation

- Unités spécialisées (par secteurs et prix de transfert)
- Bases de données complètes centralisées
- Procédures solides et impartiales de règlement des différends
- Consolidation ou coordination de l'administration des recettes
- Transparence

L'évaluation et la gestion des risques passent par des sources d'information et la coordination

- Sources d'information publiques
- Accords internationaux sur l'échange de données fiscales
- Règles publiques et privées
- Législation relative aux exigences en matière d'accès aux données et aux informations (nationale et internationale)
- Echange d'informations et coopération – organismes de réglementation

Nécessité de développer les compétences

- Amélioration des capacités permettant d'évaluer les risques
- Développement des structures d'audit
- Solides programmes de formation
 - Etablissement des prix de transfert (techniques d'évaluation)
 - Connaissance du secteur
 - Pratiques comptables
 - Aptitudes à négocier
 - Gestion des relations
 - Activité législative

Gouvernance et transparence

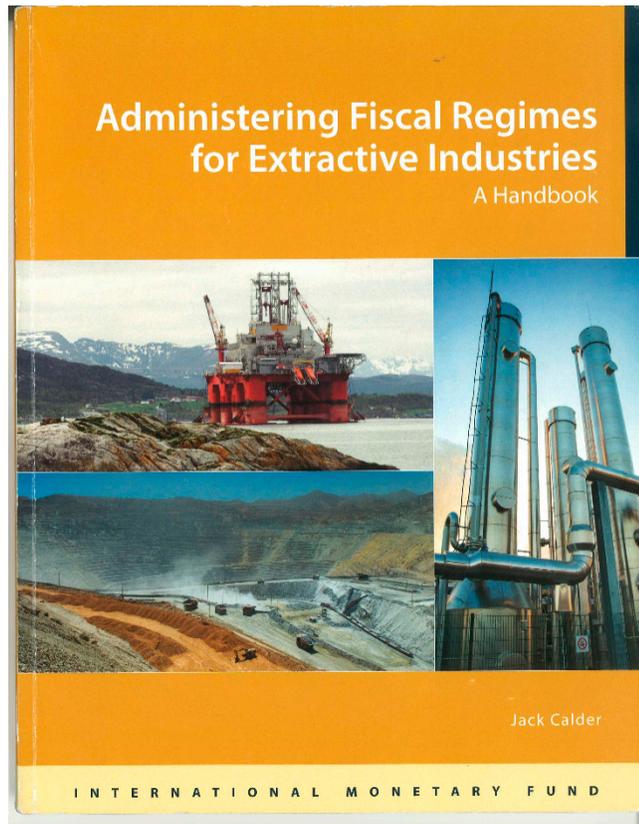
- La faible gouvernance est considérée comme la principale explication de la « Malédiction des ressources »
- Assurer l'intégrité consiste avant tout à instaurer un encadrement et une gestion efficaces de l'administration des recettes, notamment des procédures documentées, une déontologie, la séparation des attributions, des systèmes d'information fiables, et de solides fonctions d'audit et d'affaires internes.
- La transparence est un préalable essentiel au renforcement de la gouvernance
 - Définition claire des rôles et attributions
 - Processus budgétaire transparent
 - Informations accessibles au public
 - Garanties d'intégrité

Initiatives de l'Afrique de l'Ouest

- Spécialisation
 - ✓ Équipes des ressources naturelles
 - ✓ Transactions internationales et établissement du prix de transfert
 - ✓ Équipe dédiée d'évaluation des risques
- Modélisation fiscale visant à améliorer l'évaluation des risques, la projection des recettes et l'analyse des écarts de conformité.
- Accord d'échange de données entre le Ministère des mines et l'administration fiscale.
- Administration fiscale centralisée
- Evaluation des risques intégrée dans la planification opérationnelle

Références

Manuel de gestion des régimes fiscaux des industries extractives, Fonds monétaire international, Jack Calder



Administration fiscale, gestion des régimes applicables aux ressources naturelles – une brève introduction, Fonds monétaire international, Andrea Lemgruber et Scott Shelton

